

RÉCITS DE NÉGLIGENCE

COMMENT L'OMISSION PAR LES MÉDIAS
DE L'HISTOIRE COMPLÈTE DU CANADA
DIVISE LA NATION

Préparé pour le
Réseau canadien pour l'équité et la justice raciale
Shree Paradkar
Journaliste
2025

Table des matières

INTRODUCTION	2
WHAT IS REPRESENTATION? WHAT ARE ITS LIMITATIONS?	4
HISTORY WRITTEN IN A HURRY	7
1700-1900.....	8
1900 ONWARDS	11
9/11.....	15
THE ARGUMENT OF PRESENTISM	17
THE “WHO” IN NEWSROOMS.....	19
A DECADE OF TUMULT, A YEAR OF HOPE	24
THE RECKONING	26
THE “HOW” OF NEWS COVERAGE AND “WHOSE” PERSPECTIVES	30
CONCLUSION	35
MECHANICS OF OPPRESSION	35
IMPACTS OF EXCLUSION	36

INTRODUCTION

Par une matinée glaciale de janvier 2025, une centaine de militants, dont des étudiants en journalisme, se sont rassemblés sur King Street East, une artère importante de Toronto, ont défilé jusqu'aux bureaux du *Globe and Mail* et ont organisé une manifestation assise (sit-in) dans le hall d'entrée. Les membres du Mouvement de la jeunesse palestinienne (Palestine Youth Movement) et d'autres groupes ont distribué un pamphlet sous forme de journal dénonçant « le bilan taché de sang du *Globe and Mail* » et ont déployé une banderole d'environ 12 mètres de long sur laquelle figuraient les noms des journalistes palestiniens tués par Israël au cours des 16 premiers mois de sa guerre sanglante contre Gaza.

Ils ont cité comme preuve du soutien du journal à la réponse brutale d'Israël aux violentes attaques du Hamas du 7 octobre 2023 un éditorial¹ du *Globe* publié trois jours plus tard. Tout en appelant à la retenue, l'éditorial déclarait : « Israël a le droit de se défendre, même si l'exercice de ce droit entraîne des pertes civiles collatérales », et que « le Canada doit soutenir Israël jusqu'au bout ». Au moment de la manifestation, Israël avait tué environ 46 000 Palestiniens. (Un article publié dans la revue médicale *The Lancet*² a estimé que le nombre de morts à Gaza était environ 40 % plus élevé que les chiffres officiels.)

De nombreux experts, y compris d'importantes organisations de défense des droits de l'homme, ont conclu³ que les actions⁴ d'Israël constituent un⁵ génocide contre les Palestiniens.

Le *Globe* n'est pas le seul à être ainsi fustigé. Que l'on soit d'accord ou non avec le point de vue des militants, leur action met en évidence une certitude : la couverture médiatique canadienne de la crise israélo-palestinienne actuelle a exacerbé la crise existentielle du Canada en remettant en question les notions du pays sur ce que signifie être une société multiculturelle, en exacerbant les divisions profondes dans la perception des préjugés des médias et en donnant un nouvel élan aux plaintes de longue date concernant la couverture non représentative et injuste des peuples

¹ Canada must stand by Israel <https://www.theglobeandmail.com/opinion/editorials/article-canada-must-stand-by-israel/>

² Traumatic injury mortality in the Gaza Strip from Oct 7, 2023, to June 30, 2024: a capture–recapture analysis [https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736\(24\)02678-3/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(24)02678-3/fulltext)

³ Génocide à Gaza : Analysis of International Law and its Application to Israel's Military Actions since October 7, 2023 <https://www.humanrightsnetwork.org/publications/genocide-in-gaza>

⁴ Israel's Crime of Extermination, Acts of Genocide in Gaza <https://www.hrw.org/news/2024/12/19/israels-crime-extermiation-acts-genocide-gaza>

⁵ Amnesty International investigation concludes Israel is committing genocide against Palestinians in Gaza <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2024/12/amnesty-international-concludes-israel-is-committing-genocide-against-palestinians-in-gaza/>

marginalisés. Alors que les Canadiens sont témoins de la violence à Gaza retransmise en direct sur leurs appareils mobiles, nombreux sont ceux qui considèrent que les médias minimisent cette violence et la culpabilité d'Israël.

Il est impossible d'analyser les questions de justice sociale et de représentation dans les médias sans reconnaître spécifiquement leur traitement du conflit israélo-palestinien. La couverture médiatique canadienne du Moyen-Orient souligne son grave manquement envers les questions urgentes de représentation dans l'industrie, notamment une tendance constante à rejeter les points de vue des membres de la communauté que l'ordre établi canadien considère comme « l'autre ».

Cela se produit alors que les journalistes du monde entier paient le prix fort pour leur travail, souvent de leur vie. Même dans de nombreuses démocraties supposées, nous vivons une période de déclin rapide des libertés des médias.

Le présent rapport a pour mandat d'analyser l'état actuel de la représentation dans les médias. Étant donné que le déni du passé alimente souvent le déni du présent, le présent rapport adopte une vision à plus long terme et examine le comportement des médias canadiens au cours des siècles afin de déterminer si les schémas historiques se reproduisent dans le contexte contemporain. Il s'appuie sur des dizaines de livres, d'études et de rapports, et relie des expériences personnelles à des données. Cette analyse tente de lever le voile sur l'incidence sociétale des pratiques médiatiques tenaces et de nommer explicitement les mécanismes d'oppression présents dans l'industrie.

Le rapport établit une compréhension de base du terme « représentation dans les médias » et explique les limites du concept de représentation. Il examine l'argument du « présentisme » – qui consiste à juger le passé selon les normes d'aujourd'hui – et se demande s'il est valable. Il examine si les deux moments charnières de la dernière décennie – le rapport de la Commission de vérité et réconciliation en 2015 et la prise de conscience mondiale contre le racisme anti-Noirs en 2020 – ont fait évoluer le discours public et changé les pratiques des médias. Enfin, il présente ses conclusions.

Aux fins du présent rapport, le terme « média » est utilisé au singulier et désigne l'industrie de l'information de langue anglaise, qui comprend les organismes de presse traditionnels, ainsi que les radiodiffuseurs publics tels que CBC/Radio-Canada. Lorsque l'analyse porte sur d'autres médias, tels que les médias sociaux, les médias d'information indépendants, les films ou la publicité, ceux-ci sont précisés. Les exemples de couverture médiatique présentés ici ne sont pas exhaustifs.

Les conclusions de cet examen de la représentation raciale dans les médias peuvent également être utiles pour examiner d'autres formes de marginalisation, notamment la marginalisation régionale. Elles s'appliquent également aux salles de presse francophones, qui sont confrontées à la plupart ou à l'ensemble des mêmes problèmes, bien que dans un contexte social légèrement différent et dans un cadre d'universalisme.

Ce rapport rejette tout discours sur les avantages matériels et les récompenses des milieux de travail diversifiés et inclusifs – comme attirer un public plus large ou obtenir de meilleurs résultats financiers – les considérant comme discriminatoires et dévalorisants pour la valeur intrinsèque de tous les êtres humains. Cela est démontré par le fait que les médias dominés par les Blancs n'ont pas à se justifier de cette manière.

Dans le contexte chaotique actuel – guerres, crise climatique, crise migratoire et objectif déclaré du président américain d'annexer ce pays –, le Canada se trouve en première ligne (occidentale) pour défendre un ordre international fondé sur le respect de la souveraineté et de la liberté. Il est plus urgent que jamais que les médias rompent avec les pratiques impérialistes afin de répondre aux défis du moment.

QU'EST-CE QUE LA REPRÉSENTATION? QUELLES SONT SES LIMITES?

Il existe différents angles et approches pour comprendre le terme « représentation ». Contrairement à de nombreux secteurs, la représentation dans les médias ne se limite pas à la composition de leur personnel, obtenue en recrutant des journalistes issus de divers horizons et en favorisant leur accession à des postes de direction, bien que cela soit un élément important. Dans le journalisme, la représentation comporte également des aspects externes. L'un d'eux est *la façon* dont les salles de presse traitent les questions de race, d'ethnicité, de genre, d'âge, de capacité, de sexualité et d'identité régionale : leur accordent-elles la priorité, une place importante, un contexte, des ressources de suivi, etc. L'autre fonction réside dans *les perspectives* que les médias privilégient, comme en témoignent les experts qu'ils considèrent comme crédibles et leurs sources d'information.

Les êtres humains s'intéressent aux questions qui les touchent. Lorsque les journalistes et leurs sources proviennent d'horizons divers, ils apportent automatiquement des points de vue variés. Les personnes issues de milieux opprimés « ont des expériences plus enrichissantes [...] pour comprendre le fonctionnement de la marginalisation sociale, disposent de meilleurs réseaux communautaires pour partager cette

compréhension et ont un intérêt prudent à acquérir cette compréhension si elle peut contribuer à améliorer leur situation ». ⁶ Ils peuvent signaler et mettre en évidence des incidents ou des sources qui ne seraient pas visibles à travers le prisme homogène des médias.

Les médias qui recueillent et valorisent un large éventail d'idées et de points de vue donnent tout simplement vie à leurs valeurs fondamentales déclarées, à savoir l'exactitude, l'équilibre, l'impartialité et l'indépendance journalistique. Cependant, lorsque les médias rejettent et/ou sous-estiment de manière répétée les points de vue, les préoccupations et les suggestions des journalistes, des sources et des experts issus de groupes non dominants, et lorsqu'ils ne prennent pas leurs contributions au sérieux, ils font preuve de discrimination à l'égard de cette représentation. De telles manifestations préjudiciables faussent la dynamique du pouvoir social, réduisant les personnes non blanches à des suppliants subordonnés au pouvoir plutôt que des partenaires égaux ayant un intérêt à construire et à défendre une société juste.

Il existe au moins une conséquence sous-estimée du fait de ne pas inclure différents points de vue et de ne pas replacer un article d'actualité dans son contexte de manière complète et précise. Les médias d'entreprise sont depuis longtemps perçus comme une source d'information imparfaite mais fiable. Cependant, lorsqu'ils continuent d'ignorer les points de vue recherchés par les gens, les médias finissent par créer un vide informationnel qui favorise la propagation de la désinformation et de la mésinformation. Ce processus polarise davantage une population déjà divisée, qui fait alors encore moins confiance aux médias. Ainsi, la réticence des médias à s'engager dans la représentation constitue une menace existentielle pour eux-mêmes.

La représentation est précieuse pour donner l'exemple. ⁷

La représentation est précieuse pour la création de modèles de comportement. Les modèles positifs ouvrent des portes aux jeunes (ainsi qu'aux adultes), valident leur identité et leur potentiel, les aident à combattre les stéréotypes négatifs qui pourraient autrement miner leur estime de soi, favorisent un sentiment d'appartenance et rendent les médias accessibles à un plus grand nombre de personnes.

Même avec des enjeux aussi importants, la représentation dans les médias – ou dans tout autre secteur – est loin d'être la panacée contre les injustices sociales et raciales. Lorsque la représentation est symbolique, réduite à l'embauche de quelques personnes de couleur, elle peut devenir presque insignifiante. Cette représentation « de cases à cocher » repose sur l'idée erronée que les personnes issues de milieux marginalisés

⁶ Is there an epistemic advantage to being oppressed? <https://philpapers.org/rec/DROITA-3> Lidal Dror

⁷ Race, Role Modelling, and Representation in Teacher Education and Teaching
<https://www.jstor.org/stable/1585791?seq=2> R. Patrick Solomon

sont automatiquement les défenseurs de leurs communautés et qu'elles arrivent armées d'analyses toutes faites des facteurs systémiques qui sont à l'origine de la marginalisation. Bien que l'expérience vécue puisse ouvrir la voie à des connaissances approfondies, l'analyse de l'oppression n'est pas une évidence, même parmi ceux qui la subissent. Elle nécessite plutôt des études et une prise de conscience critique. Les analyses et théories anti-oppressives s'inspirent d'une réflexion et d'une pratique universitaires sophistiquées, fondées sur l'expérience vécue et sur des données historiques et contemporaines relatives aux incidences discriminatoires et mortelles des systèmes sociaux.

La réalité sur le terrain est que les journalistes issus de minorités souhaitent souvent simplement travailler au sein du système, tout comme les journalistes blancs. Ils peuvent également être tout aussi capables de faire passer leurs intérêts personnels avant les intérêts sociopolitiques, et tout aussi susceptibles que n'importe qui d'autre d'interférer pour obtenir le pouvoir ou de s'y soumettre. Il peut s'agir d'individus non conflictuels. Ils peuvent ne pas être qualifiés pour reconnaître les stéréotypes. Ils peuvent avoir intériorisé un sentiment d'infériorité ou en être venus à croire ces stéréotypes négatifs à leur sujet, ou encore laisser passer de fausses informations s'ils ont l'impression que leur appartenance à une institution dépend de leur silence. Le simple fait d'être présent dans une salle de presse avec la peau foncée ne constitue pas en soi une représentation communautaire.

Lorsque les organes médiatiques valorisent l'embauche de journalistes de couleur uniquement dans la mesure où cela leur permet de se présenter comme multiculturels, ils érodent davantage le concept et la valeur de la représentation. Cependant, comme le montrent diverses données quantitatives et qualitatives analysées pour le présent rapport, les médias canadiens ont été largement incapables de faire place à la représentation, même à ce niveau symbolique et superficiel que représente l'embauche proportionnelle.

Compte tenu de ces contraintes, pourquoi persister à rechercher la représentation dans les médias? Malgré leur influence déclinante dans un paysage médiatique fragmenté, les organes de presse traditionnels continuent de définir l'agenda des acteurs établis et des décideurs politiques afin de déterminer les sujets qui méritent d'être abordés et le cadre dans lequel ces discussions doivent s'inscrire. Les organes médiatiques qui consacrent des ressources aux enquêtes et à la vérification des faits jouent un rôle essentiel en tant que garde-fous de la société et constituent un mécanisme crucial de responsabilisation. Les médias sont des créateurs essentiels de notre mémoire collective, et le discours qu'ils génèrent joue un rôle central dans l'élaboration des normes sociales et des attitudes individuelles à l'égard de l'autochtonité, des relations raciales et des droits de la personne.

Lorsque les journalistes et les rédacteurs en chef manquent de contexte culturel, leur travail mène à des représentations unidimensionnelles d'autres communautés qui leur nuisent.⁸ Un cadre qui s'écarte de la norme peut remettre en question le statu quo, mais il ouvre également la voie à une société plus ouverte d'esprit.

Lorsqu'elle est bien mise en œuvre, la représentation peut constituer une première étape importante pour réparer les injustices historiques. Elle exige que les institutions s'engagent sérieusement à atteindre la justice sociale, raciale et économique, et ne considèrent pas l'inclusion comme une stratégie périphérique de gestion de la réputation visant à se protéger des critiques. La représentation ne se limite pas à l'embauche de personnes issues de milieux non traditionnels, elle insiste sur la reconnaissance et la validation de l'expertise de celles et ceux qui ont développé une conscience critique et sur le soutien sincère aux changements qu'ils préconisent face aux réactions négatives inévitables. Ces experts ne se contentent pas de mettre en lumière les injustices dans leurs propres communautés, ils sont également capables de reconnaître celles dont sont victimes les autres et de défendre leurs droits, ce qui permet d'accroître de manière exponentielle la portée et les capacités d'une salle de presse. Ce n'est qu'une fois ces premières étapes franchies qu'il sera possible de réformer les pratiques journalistiques afin de lutter contre les injustices systémiques.

UNE HISTOIRE ÉCRITE À LA HÂTE

Tous les êtres humains sont capables de déshumaniser leurs semblables, de faire preuve de sectarisme et d'avoir des préjugés. Dans le cas de l'oppression fondée sur l'identité, un groupe qui contrôle l'appareil étatique ou qui lui est aligné considère les autres groupes comme inférieurs, déviants et dangereux, et estime qu'ils doivent être civilisés ou contenus. La peur de « l'autre » rend les hiérarchies sociales oppressives particulièrement pernicieuses, car elle permet au groupe dominant de nier son propre pouvoir et de s'approprier la vulnérabilité qu'il crée chez les autres groupes. Cela lui permet de gonfler sa propre « sécurité » et son sentiment de victimisation pour en faire des préoccupations sociétales centrales, tout en rejetant comme secondaires les problèmes auxquels sont confrontés les groupes opprimés.

Si le journalisme est « l'histoire écrite à la hâte », il n'est pas surprenant que son histoire révèle une certaine insouciance à l'égard des questions de race et d'oppression. De plus, comme le montrera le présent rapport, les médias canadiens ont historiquement joué le rôle d'exécuteur de la machine oppressive. Pour remédier à la crise actuelle de la sous-représentation *dans une perspective de justice*, il est important de replacer dans son contexte l'histoire d'exclusion et de racisme d'une presse qui est «

⁸ Diversity in journalism <https://mediahelpingmedia.org/mangement/diversity-in-journalism/>

fortement associée à la politique impérialiste et colonialiste ». ⁹ Une telle analyse pourrait aider à établir un schéma récurrent dans la réticence des médias à couvrir les questions de justice sociale et raciale au fil du temps.

Cela ne signifie pas pour autant que la fonction sociale des médias canadiens soit uniformément, ou même principalement, malveillante. Parmi les exemples modernes où les médias s'attaquent à l'oppression systémique, mentionnons les documentaires de *CBC/Radio-Canada* sur les pensionnats indiens, le *Vancouver Sun* soulignant l'incidence intergénérationnelle des politiques discriminatoires à l'égard des Canadiens d'origine chinoise et la série « Known to Police » du *Toronto Star* au début des années 2000 sur le racisme anti-Noirs chez la police.

Les médias canadiens ont une longue et riche histoire qui s'étend sur plus de deux siècles, passant de petites brochures et proclamations gouvernementales à des journaux commerciaux et des quotidiens à grand tirage, ainsi qu'à des radiotélévisions soutenues par la publicité et gérées comme des entreprises.

1700-1900

Dans les années 1750, les journaux ont vu le jour comme un outil du gouvernement pour imprimer et distribuer des documents officiels.¹⁰ Les rédacteurs et les éditeurs blancs qui s'abstenaient de publier autre chose que des annonces gouvernementales étaient battus, emprisonnés et accusés de diffamation seditieuse. Cette situation a perduré jusqu'au début du XVIIIe siècle, lorsque les journalistes ont obtenu leur indépendance vis-à-vis du gouvernement.

Cependant, alors que les journaux acquéraient la liberté de critiquer les gouvernements, ils sont devenus un outil de l'administration coloniale, défendant des politiques qui privaient les peuples autochtones de leurs terres et de leurs droits. La presse a mis en avant les points de vue et les intérêts coloniaux et a renforcé les idées racistes.

Dans les années 1750, par exemple, le premier journal du Canada, la *Halifax Gazette*,¹¹ publiait des annonces officielles encourageant les colons Européens à s'installer sur des terres prétendument « vides » ou « disponibles ». Il publiait également de fréquents articles sur la menace d'attaques par les peuples autochtones, principalement les Mi'kmaq. Il est courant que des journaux comme la *Quebec Gazette/Gazette de*

⁹ Politics, Society and the Media, Canadian Perspectives, Peter Nesbitt-Larking

¹⁰ The Rise of the Canadian Newspaper Paperback George Fetherling

¹¹ The Founding of Halifax and the Halifax Gazette, 1749-1753 <https://epe.lac-bac.gc.ca/100/206/301/lac-bac/halifaxgazette-ef/halifaxgazette/h28-2004-e.html>

Québec et l'*Upper Canada Gazette* tirent profit des annonces publicitaires concernant la vente d'esclaves, légalement définis comme des « meubles », ¹² ou biens personnels mobiliers. Par exemple, le numéro du 16 mai 1793 de la *Montreal Gazette* contenait une petite annonce¹³ proposant à la vente un « excellent cheval de selle ». Au-dessus, une annonce proposait à la vente un « garçon mulâtre, âgé de seize ans ».

Pendant une grande partie du XIXe siècle, les journaux étaient des entités partisans, reflétant les opinions politiques des imprimeurs, qui dépendaient financièrement d'un parti politique particulier. Les journaux servaient explicitement de porte-voix aux élites politiques. Ils valorisaient la défense des causes politiques et leur promotion. De nombreux politiciens, de George Brown à Wilfrid Laurier, ont commencé leur carrière comme journalistes.¹⁴ L'« objectivité » en tant que norme professionnelle n'était pas encore un principe directeur.

Malgré les attaques partisans entre les journaux de tendance libérale et les journaux de tendance conservatrice, les deux camps partageaient une conviction profonde de la supériorité des colons blancs. La presse a donc joué un rôle¹⁵ clé en amplifiant souvent sans critique les idées racistes véhiculées par des dirigeants tels que le premier ministre John A. Macdonald, qui considérait les Autochtones comme des « sauvages » ayant besoin d'être civilisés et contrôlés.

Dans les années 1840 et 1850, des journaux comme *The Globe* (fondé en 1844 à Toronto) publiaient des articles sur les « atrocités commises par les Indiens » et continuaient de dépeindre les groupes autochtones comme une menace pour les colons blancs. Ces idées véhiculées dans les journaux ont contribué à l'adoption de la loi odieuse intitulée Loi sur les Indiens de 1876, qui servirait à contrôler les peuples et les communautés autochtones et à tenter de les assimiler à la vie et aux valeurs eurocentriques du Canada.¹⁶

Alors que les décennies 1850-1900 sont souvent appelées la « période d'édification de la nation » dans l'histoire des médias canadiens, l'imaginaire canadien de la « nation »

¹² "To Be Sold: A Negro Wench" Slave Ads of the Montreal Gazette 1785 -1805

<https://www.collectionscanada.gc.ca/obj/thesescanada/vol2/QMM/TC-QMM-98920.pdf>

¹³ <https://www.collectionscanada.gc.ca/obj/thesescanada/vol2/QMM/TC-QMM-98920.pdf>

¹⁴ From Politics to Profit, Minko Sotiron

¹⁵ Story by Story, Canada's News Media Built Indigenous Oppression

<https://thetyee.ca/Analysis/2021/06/21/Story-By-Story-Canada-News-Media-Built-Indigenous-Oppression/>

¹⁶ Indigenous foundations

https://indigenousfoundations.arts.ubc.ca/the_indian_act/#:~:text=The%20Indian%20Act%20is%20a%20part%20of%20a%20long%20history,mainstream%20Canadian%20life%20and%20values.

ne s'étendait qu'aux colons européens. « Les Autochtones s'inscrivent dans le projet colonial canadien en tant qu'Autres, désignés étrangers dans leur propre pays. » ¹⁷

À cette époque, les médias, tout comme la police et les politiciens canadiens, associaient la négritude ou les « cultures » noires à la criminalité, au danger et à la déviance¹⁸. Les médias ont répété un mythe de tolérance en minimisant et en ne couvrant que sporadiquement l'esclavage et le racisme anti-Noirs au Canada. Le récit canadien de soi était défini par sa prétendue bienveillance par rapport aux monstruosité de l'Amérique. Des problèmes tels que la ségrégation et les obstacles à l'emploi étaient rarement présentés comme des injustices raciales, mais plutôt comme le résultat de pathologies dans les communautés touchées.

Les efforts déployés par des journaux noirs pionniers tels que *Voice of the Fugitive*,¹⁹ fondé par le révérend Henry Bibb et sa femme Mary E. Bibb, et *The Provincial Freeman*, fondé par Mary Ann Shadd dans les années 1850, qui militaient pour l'égalité et la liberté des Noirs, n'étaient pas visibles²⁰ dans les médias détenus par des Blancs.

La période comprise entre 1890 et 1920 a marqué un changement crucial dans l'industrie avec la commercialisation du secteur de la presse écrite en réponse à l'industrialisation rapide qui a entraîné la croissance des centres urbains, l'augmentation du taux d'alphabétisation et, par conséquent, l'augmentation du lectorat. Il était désormais possible de gagner de l'argent grâce à un journal à succès, et « des éditeurs plus entreprenants ont émergé pour fonder de nouveaux journaux ou prendre le contrôle de journaux appartenant à des politiciens », écrit Minko Sotiron dans *From Politics to Profit*.

Soucieux de maximiser leur diffusion auprès d'un public majoritairement blanc, anglophone et anglophone afin d'attirer les annonceurs, les éditeurs ont privilégié le sensationnalisme et les stéréotypes au détriment de la nuance. Il était courant de voir des caricatures et des éditoriaux ouvertement racistes dans les pages des journaux. Les journaux, désormais gérés comme des entreprises avec une clientèle blanche, n'avaient guère intérêt à remettre en question les hiérarchies raciales. À une époque où les journaux cherchaient à atteindre le plus grand nombre de personnes, l'objectivité – ou du moins la neutralité non partisane – est devenue une valeur directrice du journalisme.

¹⁷ Seeing Red: A history of natives in Canadian newspapers, Mark Cronlund Anderson and Carmen L. Robertson

¹⁸ Policing Black Lives, Robyn Maynard

¹⁹ Fugitive Voices: Black-run periodicals in Abolition-era Canada

<https://ourdigitalworld.org/2017/02/22/fugitive-voices-black-run-periodicals-in-abolition-era-canada/#:~:text=165%20years%20ago%2C%20on%20February,of%20the%20Voice%20in%201851>

²⁰ Black Press in Canada

https://www.yorku.ca/online/l_press.html#:~:text=Early%20attempts%20to%20establish%20the,of%20black%20press%20in%20Canada

Dans leur analyse du contenu de la presse canadienne de 1869 à 2009²¹, les chercheurs Mark Cronlund Anderson et Carmen L. Robertson décrivent trois tropes racistes utilisés par la presse canadienne pour décrire les peuples autochtones : ils incarnent la dépravation morale, ils sont intrinsèquement inférieurs sur le plan racial et ils sont enlisés dans un passé rétrograde et immuable. « Ces trois perceptions se déclinent en archétypes populaires tels que l'Autochtone moribond, le sauvage, la princesse indienne, l'Autochtone stoïque ou noble, l'Autochtone enfantin, l'Autochtone intempérant (alias l'ivrogne), etc. », écrivent-ils.

Les médias ne se contentaient pas de refléter les normes racistes de l'époque, ils les encourageaient activement. Dans les années 1900, des journaux tels que le *Montreal Star* ont présenté l'immigration des Noirs de l'Oklahoma vers l'Alberta et la Saskatchewan comme une menace pour l'homogénéité blanche.²²

À la fin du XIXe siècle, les immigrants chinois ont joué un rôle déterminant dans la construction du chemin de fer Canadien Pacifique, qui reliait les côtes est et ouest, en accomplissant des tâches pénibles et dangereuses. Cependant, dans les années 1880 et 1890, le *Vancouver Daily World* et le *Victoria Daily Colonist* ont publié des articles sur la menace que ces immigrants représentaient pour l'économie et la culture, utilisant des termes tels que « hordes jaunes » et « menace orientale ». « L'Orient continue d'envoyer ses hordes », titrait la une du *Vancouver World* en 1907²³.

Les journaux ont également largement accepté la discrimination à l'égard des immigrants chinois qui a mené à la taxe d'entrée pour les Chinois, puis à la Loi²⁴ sur l'exclusion des Chinois.

À PARTIR DE 1900

Une analyse²⁵ historique des médias et de l'opinion publique à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle a révélé que les Canadiens étaient fermement opposés à la migration des Noirs, même s'ils « se cachaient derrière une civilité apparente » en affirmant, par exemple, que le racisme pourrait être évité si les Noirs étaient complètement exclus du pays. Dans les années 1910, le *Toronto Globe*, qui reflétait les opinions de l'élite

²¹ Seeing Red: A History of Natives in Canadian Newspapers

²² La migration en provenance de l'Oklahoma (provinces des Prairies)

<https://www.museedelhistoire.ca/zone-pedagogique/les-premieres-communautes-noires/la-migration-en-provenance-de-loklahoma/>

²³ This Week in History: 1907 The Asiatic Exclusion League is formed

<https://vancouver.sun.com/news/local-news/this-week-in-history-1907-the-asiatic-exclusion-league-is-formed>

²⁴ Avant et après 1923 : l'exclusion des Chinois en contexte <https://quai21.ca/avant-et-apres-1923-l'exclusion-des-chinois-en-contexte>

²⁵ North of the color line <https://uncpress.org/book/9780807871669/north-of-the-color-line/>

blanche, publiait des éditoriaux et des rapports s'opposant à l'immigration noire, affirmant qu'elle constituerait un fardeau économique conduisant à des « conflits raciaux » et que les Noirs étaient « inadaptés » au climat canadien.

Les communautés noires étaient souvent stéréotypées comme intrinsèquement criminelles ou dangereuses, et les articles de journaux ignoraient les facteurs structurels tels que le racisme, la pauvreté et les échecs politiques.

En 1936, *CBC/Radio-Canada* est créée. Elle était censée refléter le Canada aux Canadiens, mais n'avait pas d'obligations explicites envers les peuples autochtones. L'imaginaire collectif du Canada restait limité à la conception d'une nation de colons européens et pour les colons européens.

Les représentations sympathiques des personnes non blanches étaient souvent associées au sauvetage par les Blancs. Un article²⁶ publié en 1937 dans le *Toronto Daily Star*, intitulé « Crippled Indian Girl Rescued By Missionary From Torture » (Une fillette indienne handicapée sauvée de la torture par un missionnaire), décrivait le sauvetage d'Emily, une fillette de six ans, « pitoyable Cendrillon des réserves du nord », victime « d'une autre de ces incroyables histoires de cruauté indienne ». L'article affirmait qu'un missionnaire avait été témoin des coups qu'elle recevait et avait demandé s'il pouvait emmener l'enfant pour finalement la placer dans un pensionnat. La famille païenne « accepta avec joie ». Le missionnaire était si gentil, si bon, si chrétien qu'« Emily, blottie dans son traîneau, s'interrogeait, avec ses yeux de chien fidèle, sur cette gentillesse qui lui était si étrangère ».

Pendant les guerres mondiales, la couverture médiatique s'alignait sur les intérêts nationaux canadiens, et les résidents canadiens originaires de pays ennemis étaient victimes d'une discrimination importante, soutenue et amplifiée par les médias²⁷.

La *Presse canadienne*, qui est censée être une agence de presse neutre et non partisane fournissant des informations à tous les médias, a publié en 1942 un article intitulé : « Toronto refuse d'accueillir les J- -s de la Colombie-Britannique »,²⁸ utilisant un terme péjoratif pour désigner les Japonais à cette époque.

La libéralisation de la politique d'immigration canadienne dans les années 1960 a entraîné une augmentation du nombre d'immigrants d'origine non européenne, appelés

²⁶ Kamloops residential school discovery challenges the myth of The Good Canadian — again https://www.thestar.com/opinion/star-columnists/kamloops-residential-school-discovery-challenges-the-myth-of-the-good-canadian-again/article_5b679ba7-1f4e-566c-ae89-ff076d3e73a3.html

²⁷ Excerpt from *Of Japanese Descent: An Interim Report* <https://www.historymuseum.ca/teachers-zone/lost-liberties/second-world-war/excerpt-from-of-japanese-descent-an-interim-report/>

²⁸ Media Representation and the Injustices Against Japanese Canadians During World War II <https://wardmuseum.ca/myarchive/eastasianlibrary/monkman/>

« minorités visibles », c'est-à-dire qui se distinguent des Blancs. Pendant cette période, les médias se sont souvent exprimés lorsque la suprématie blanche se manifestait de manière visible, en particulier à travers les actions du Ku Klux Klan qui s'en prenait aux Noirs, aux catholiques et aux juifs, ainsi que les groupes néonazis. *Le Winnipeg Free Press*, *CBC/Radio-Canada* et le *Toronto Star* ont été des opposants importants et constants à la suprématie blanche sous cette forme.

L'héritage historique de cette couverture médiatique déséquilibrée était l'altérisation systémique. En 1979, Doreen Indra, qui deviendra plus tard professeure émérite d'anthropologie à l'Université de Lethbridge, a mené une vaste étude sur la couverture médiatique des minorités ethniques et raciales dans la presse de Vancouver de 1905 à 1976.²⁹ Elle a constaté que les médias avaient joué un rôle déterminant dans la définition des Sud-Asiatiques comme étant chaotiques, menaçants, intrinsèquement sales et insalubres. Elle rapporte avoir trouvé des titres tels que : « Soixante-dix hindous passent la nuit dans une cabane de trois pièces : Le « trou noir de Calcutta » de Vancouver, en première page de *The Vancouver World* en 1906. Plutôt que de réfléchir à l'insalubrité des logements et au racisme qui empêchaient les Sud-Asiatiques de louer des maisons, les médias ont cherché à leur faire porter la responsabilité. Les médias traditionnels ont créé des filtres qui ont influencé les perceptions, renforçant ainsi les stéréotypes négatifs et les divisions sociales.

Dans les années 1970, la commercialisation continue des médias les a rendus dépendants des intérêts des entreprises.³⁰ Deux études, celle du Comité Davey en 1970 et celle de la Commission Kent en 1981, ont mis en garde contre le fait que « la concentration de la propriété des journaux entraînait une diminution de la diversité des nouvelles et des opinions dans les publications quotidiennes et menaçait ainsi le droit du public à la liberté d'expression, qu'elles assimilaient à la liberté de la presse ».

En 1971, reconnaissant la diversité culturelle de son pays, le premier ministre Pierre Trudeau annonçait la mise en œuvre d'une politique de multiculturalisme dans un cadre bilingue. Les quotidiens ont publié des nouvelles, des articles vedettes et des lettres du public, reflétant des réactions variées qui touchaient souvent à des préoccupations liées à l'unité nationale. En 1972, le *Toronto Star* a publié un éditorial affirmant que la politique du multiculturalisme était une « idée confuse » découlant d'un « raisonnement douteux » qui pourrait mener à la rupture du pays³¹.

²⁹ South Asian stereotypes in the Vancouver press
<https://www.tandfonline.com/doi/pdf/10.1080/01419870.1979.9993261>

³⁰ From Politics to Profit: The Commercialization of Canadian Daily Newspapers, 1890-1920
Minko Sotiron

³¹ Early Political and Public Responses to Canada's Official Multiculturalism Policy, 1971-1972
<https://pier21.ca/research/immigration-history/canadas-official-multiculturalism-policy#>

Dans les années 1980 et 1990, alors même que l'immigration non blanche croissante commençait à modifier la démographie du pays et entraînait un regain de racisme, les politiques de multiculturalisme ont commencé à être institutionnalisées. Le patrimoine multiculturel des Canadiens a été reconnu dans la Constitution avec l'adoption de la Charte des droits et libertés en 1982³².

Au cours de cette période, les médias qui établissaient un lien entre la criminalité et les groupes minoritaires et les stéréotypaient comme incompatibles avec les « valeurs blanches » ont alimenté la panique raciale parmi la population blanche qu'ils desservaient, contribuant ainsi à des phénomènes tels que la « fuite des Blancs », c'est-à-dire le départ des Blancs de leurs quartiers à mesure que ceux-ci devenaient plus diversifiés. Par exemple, une série d'articles publiés dans le *Toronto Sun* critiquait l'ampleur de l'immigration et présentait les changements dans les quartiers de Toronto comme perturbateurs pour les communautés « établies ». Les pics de criminalité à Toronto et à Vancouver ont souvent été simplistement associés aux communautés immigrées. Des articles d'opinion et des éditoriaux dans *le Globe and Mail* se sont interrogés sur le fait que le multiculturalisme diluait l'identité « unifiée » des Canadiens.

Les immigrants étaient régulièrement décrits³³ dans le discours public comme des « hordes envahissantes », des « râteaux riches », une « inondation » ou une « invasion » à travers la « frontière poreuse » du Canada.

Lorsqu'il y a eu des tentatives pour faire la lumière sur le racisme systémique, les médias en ont minimisé l'importance. La Commission royale sur les peuples autochtones a été créée en 1991 à la suite de la crise d'Oka, survenue un an auparavant, avec pour mandat de « remédier à une accumulation de siècles d'injustice ». Cet événement déclencheur, également connu sous le nom de « résistance de Kanesatake », s'est produit lorsque les Kanienkehaka ou Mohawks près de la ville d'Oka, à l'extérieur de Montréal, ont formé une barricade pour protester contre l'expansion d'un terrain de golf sur des terres et des lieux de sépulture autochtones. La chercheuse autochtone Gail Guthrie Valaskakis a souligné³⁴ la représentation monolithique du « guerrier » dans les médias : un Indien masqué d'un bandana, vêtu de kaki et armé d'un fusil.

³² Document d'information sur le multiculturalisme canadien

https://lop.parl.ca/sites/PublicWebsite/default/fr_CA/ResearchPublications/200920E?

³³ "Invasion" of the "Immigrant Hordes" : an analysis of current arguments in Canada against multiculturalism and immigration policy

<https://open.library.ubc.ca/soa/cIRcle/collections/ubctheses/831/items/1.0055531>

³⁴ Rights And Warriors: First Nations, Media And Identity

<https://journalhosting.ucalgary.ca/index.php/ariel/article/view/31259>

« Tant que l'histoire de la vie au Canada, telle que la connaissent les peuples autochtones, n'aura pas trouvé sa place dans la connaissance que tous les Canadiens ont de leur passé, les blessures causées par la violence et la négligence historiques continueront de s'envenimer — niées par l'ensemble des Canadiens et, paradoxalement, générant de la honte chez les Autochtones parce qu'ils ne peuvent se défaire du sentiment d'impuissance qui les a rendus vulnérables aux préjudices subis au départ. » peut-on lire dans le volume 1 du rapport final de la Commission royale sur les peuples³⁵ autochtones en 1996.

Robert Harding, professeur de travail social à l'Université de la vallée du Fraser, a constaté l'émergence de nouveaux stéréotypes préjudiciables au cours de la décennie suivante, notamment celui selon lequel les Autochtones seraient incapables de s'autogouverner et « profiteraient »³⁶ de « droits spéciaux » et d'avantages.

La création du Réseau de télévision des peuples autochtones (APTN) en 1992 a marqué un tournant dans l'histoire des médias, avec le lancement de la première chaîne nationale autochtone au monde. Elle mettait l'accent sur l'actualité et les affaires courantes autochtones, les documentaires et les séries dramatiques.

11 septembre

Un événement survenu au tournant du XXI^e siècle a balayé les discours creux sur le progrès racial et a vu les médias reprendre leur rôle lors de la guerre mondiale en renforçant les préjugés sur les populations « ennemies » : Le 11 septembre 2001, des terroristes d'Al-Qaïda ont précipité deux avions de ligne sur le World Trade Center et un autre sur le Pentagone, tuant près de 3 000 personnes.

En quelques jours, les chroniqueurs ont commencé à plaider en faveur d'une intervention ³⁷ militaire et se sont déclarés prêts à accepter des dommages collatéraux. Le discours belliqueux a attisé le soutien de l'opinion publique en faveur des guerres et des violations des libertés civiles.

La représentation médiatique des musulmans au lendemain des attentats a constitué un « chapitre particulièrement honteux » de l'histoire moderne, écrit Haroon Siddiqui³⁸, rédacteur en chef émérite de la page éditoriale du Toronto Star. À l'instar des Japonais pendant la Seconde Guerre mondiale, les musulmans ont été considérés comme la « cinquième colonne » (ennemis de l'intérieur) après que les actes de quelques

³⁵ Looking Forward Looking Back <https://data2.archives.ca/e/e448/e011188230-01.pdf>

³⁶ <https://journals.sagepub.com/doi/10.1177/0957926506058059>

³⁷ Remembering Canadian Media's Post-9/11 Bloodlust <https://www.readthemaple.com/remembering-canadian-medias-post-9-11-bloodlust/>

³⁸ My name is not Harry, Haroon Siddiqui

musulmans aient été assimilés à ceux de tous les musulmans. Les musulmans et les groupes musulmans ont été confrontés à des demandes incessantes de la part des responsables politiques, de l'opinion publique et des médias pour qu'ils « condamnent le terrorisme ». Parallèlement, les médias ont souvent omis de rendre compte des conférences de presse organisées par des groupes musulmans pour condamner le terrorisme, ce qui a donné l'impression que les musulmans soutenaient cet acte.

En 2003, la police a arrêté 23 musulmans, laissant entendre qu'il existait un complot visant à faire s'écraser un avion sur la centrale nucléaire de Pickering, près de Toronto. Les accusations de terrorisme étaient sans fondement et les personnes arrêtées ont été libérées. Dans une étude³⁹ ultérieure, le chercheur Felix Odartey-Wellington a analysé comment le Globe and Mail et le National Post ont présenté les musulmans comme le « diable populaire » et ont créé une panique morale alors que « dès le début, l'État n'était pas en mesure d'affirmer de manière concluante qu'il s'agissait d'un acte terroriste ».

Une décennie plus tard, deux moments marquants ont contraint les médias canadiens à remettre en question leurs pratiques.

³⁹ "Racial Profiling and Moral Panic: Operation Thread and the Al-Qaeda Sleeper Cell that Never Was" https://epe.lac-bac.gc.ca/100/201/300/global_media_journal/v02n02/0902/v2i2_odartey-wellington.pdf

L'ARGUMENT DU PRÉSENTISME

Lorsque les médias couvraient des questions de justice sociale telles que les droits des travailleurs, les droits des femmes, les droits des personnes handicapées ou les droits liés à la sexualité, ils faisaient largement abstraction de toute analyse raciale ou intersectionnelle.

Par exemple, les reportages qui célébraient la férocité des suffragettes qui ont aidé les femmes à obtenir le droit de vote marquaient en fait une victoire qui n'était pas partagée par toutes les femmes. Les femmes asiatiques n'ont obtenu ce droit que des décennies plus tard, et le droit de vote libre et complet pour les hommes et les femmes des Premières Nations n'a été accordé qu'en 1960.

Cette couverture médiatique a montré à quel point les médias considéraient les sensibilités de la classe moyenne blanche comme centrales, valables et dignes d'intérêt, reléguant les préoccupations des personnes non blanches au second plan. Ces dernières étaient largement considérées comme tellement incompetentes et inférieures que leurs préoccupations n'étaient tout simplement pas jugées suffisamment importantes pour être prises en compte.

Le terme « intersectionnalité » est souvent mal compris et réduit à une simple superposition d'identités. La militante des droits civiques et universitaire Kimberlé Crenshaw, qui a inventé ce terme précisément pour clarifier la place des femmes noires dans la société, l'utilise pour décrire comment ces identités qui se chevauchent interagissent avec le pouvoir pour créer des formes nouvelles et complexes de discrimination.

Cela nous amène à une critique de la diversité des médias qui est souvent exprimée dans le discours public : le présentisme, ou l'application des valeurs actuelles pour juger le passé, qui conduirait à une distorsion de la réalité d'autrefois. La critique est la suivante : est-il possible que les professionnels des médias d'autrefois ne faisaient que refléter leur époque et ne savaient tout simplement pas comment agir autrement?

Après tout, il existe des exemples dans le passé où l'ignorance a causé du tort. Prenons l'exemple du tabagisme : les gens des années 1940 auraient-ils fumé avec autant d'abandon s'ils en connaissaient les dangers comme nous les connaissons aujourd'hui?

Cependant, dire qu'ils « ne savaient tout simplement pas comment agir autrement » ne tient pas la route lorsqu'il s'agit de questions de colonialisme et d'équité raciale. Le travail de journalistes comme Mary Ann Shadd Cary et Sam Ward du *Provincial*

Freeman dans les années 1850 est un exemple qui montre que des connaissances contraires existaient.

On pourrait toutefois soutenir que les groupes blancs dominants ne se rendaient tout simplement pas compte qu'ils faisaient preuve de discrimination lorsqu'ils mettaient de côté les opinions de ces journalistes issus de minorités. Que les médias ne faisaient que refléter et amplifier les attitudes coloniales sociopolitiques de leur époque à une époque moins éclairée. En d'autres termes, n'était-il pas possible que les médias canadiens fonctionnent à une époque où les attitudes aujourd'hui considérées comme discriminatoires et sectaires n'étaient pas reconnues comme telles par des personnes raisonnables?

En réponse, il convient de prendre en considération non seulement l'existence de points de vue divergents parmi les membres des groupes opprimés, mais également les poches historiques de protestation contre les politiques racistes de la part des Blancs, qui suggèrent une compréhension du fait que le traitement réservé aux personnes marginalisées n'était pas consensuel.

Par exemple, un numéro du magazine *Grip* ⁴⁰ de juillet 1880 publiait une caricature représentant le premier ministre de l'époque, John A. Macdonald, comme un commissaire des ventes vendant « les habitants du Nord-Ouest » pour faire place à la colonisation. Quelques années plus tard, une autre caricature publiée dans le *Toronto News* commentait l'expansion vers l'ouest du Canada et l'imposition de la loi, de l'armée et de la police britanniques pour chasser les peuples autochtones de leurs terres. Elle représentait Macdonald en policier menaçant d'une main un groupe d'Autochtones avec une matraque, tandis que de l'autre, il saluait une horde de colons.

Peter Henderson Bryce est aujourd'hui reconnu comme un héros de la résistance.⁴¹ En 1907, Bryce était médecin-chef du ministère de l'Intérieur et des Affaires indiennes lorsqu'il a tiré la sonnette d'alarme sur l'état désastreux des pensionnats indiens, constatant des taux de mortalité des élèves allant de 25 à 69 %. Ses conclusions ont été ignorées par le gouvernement, mais il a continué à critiquer le ministère et a publié ses conclusions dans *l'Evening Citizen* (aujourd'hui *l'Ottawa Citizen*). Le financement de ses recherches a été supprimé et il a finalement été contraint de quitter la fonction publique.

⁴⁰ Old Chieftain or Old Charlatan? Assessing Sir John's Complex Legacy through Political Cartoons <https://activehistory.ca/blog/2015/01/06/old-chieftain-or-old-charlatan-assessing-sir-johns-complex-legacy-through-political-cartoons/>

⁴¹ 1906-1910 The Bryce Report <https://www.fnesc.ca/wp/wp-content/uploads/2015/07/IRSR11-12-DE-1906-1910.pdf>

Lorsque les médias ont ignoré les questions de marginalisation structurelle, des publications dirigées par des Noirs, telles que *Canadian Negro* dans les années 1950 ou *Contrast* dans les années 1970, ont commencé à combler le vide en rendant compte de la discrimination et de la brutalité policière. Cependant, comme c'est le cas aujourd'hui pour les médias indépendants, leur portée était limitée par rapport à celle de la presse grand public, qui ne semblait pas les considérer comme suffisamment crédibles pour les inclure ou suffisamment importantes pour être influencées par leurs points de vue.

Les médias ne pouvaient ignorer les problèmes liés au manque de représentation. En 1962, un comité parlementaire sur la participation des minorités visibles dans la société canadienne a publié un rapport intitulé *Equality Now!* (L'égalité maintenant!)

⁴² qui exhortait les médias à mieux sensibiliser le public à l'évolution démographique et à inclure des personnes non blanches dans leurs programmes télévisés. Même si, malgré toutes les preuves du contraire, ce rapport devait accepter la prémisse du présentisme – selon laquelle les professionnels des médias suivaient les normes de leur époque et ne savaient tout simplement pas comment agir autrement –, la question suivante resterait posée : maintenant que les professionnels des médias qui se présentent comme des fournisseurs d'information et des chroniqueurs impartiaux de leur époque savent mieux, comment ont-ils modifié leurs pratiques? Reconnaisent-ils mieux qu'auparavant les problèmes structurels? Comment les médias ont-ils changé le *qui* parmi leurs décideurs, le *comment* de leur couverture ou les *personnes* qu'ils privilégient comme sources?

LE « QUI » DANS LES SALLES DE PRESSE

La mise en place d'un sondage sur la diversité à l'échelle de l'industrie a été âprement combattue et n'a eu lieu qu'en 2021, après que les médias aient subi des pressions pour le faire pendant la révolution sociale déclenchée par le meurtre de George Floyd par la police de Minneapolis.

En tant que société d'État, CBC/Radio-Canada est tenue par le gouvernement fédéral de rendre compte de la composition démographique de son personnel en vertu de la Loi sur l'équité en matière d'emploi. Cependant, pendant longtemps, les diffuseurs et éditeurs privés qui exigeaient la transparence des institutions publiques et privées ont étonnamment peu communiqué d'informations sur eux-mêmes. Aucune mesure de la diversité du personnel ou de sa répartition dans les différents échelons hiérarchiques n'était publiée. La composition démographique des salles de presse est tellement disproportionnée Les salles de presse blanches : l'histoire se répète ée que la plupart des

⁴² Equality Now https://parl.canadiana.ca/view/oop.com_HOC_3202_15_2/1

organisations médiatiques ont tout simplement refusé de divulguer la composition de leur personnel.

En revanche, la News Leaders Association in America mène une enquête annuelle depuis 1978.

Une tentative officielle de mesurer la diversité démographique dans le journalisme canadien a été faite en 1994⁴³, lorsque le journaliste John Miller, alors professeur à l'Université Ryerson (aujourd'hui connue sous le nom d'Université métropolitaine de Toronto), a mené une enquête pour l'Association canadienne des quotidiens. Il a envoyé un questionnaire national à 82 rédacteurs en chef. Seule la moitié d'entre eux ont répondu, mais sur les 2 620 professionnels de l'information qu'ils employaient, seuls 2,6 % se sont déclarés non blancs. Cela s'est produit à une époque où l'industrie était relativement prospère, ce qui est important à noter, car les responsables des salles de presse ont ensuite invoqué le manque de fonds pour justifier la faible représentation.

Dix ans plus tard⁴⁴, Miller a demandé aux salles de presse de fournir volontairement de nouvelles données sur la répartition de leur personnel par origine ethnique et par sexe. Certains rédacteurs ont retourné le questionnaire vide; l'un d'eux a griffonné sur la page : « Je trouve ces questions insultantes.⁴⁵ »

À ce stade, le sondage de Miller portant sur 2 119 journalistes travaillant pour 37 journaux, révélait que les personnes non blanches ne représentaient que 3,4 % des personnes qui produisaient l'information.

« En 2004, le journal canadien type employait des journalistes presque aussi blancs que le papier sur lequel ils imprimaient leurs articles. Et personne ne semblait s'en préoccuper », a-t-il écrit plus tard.

En 2010, des universitaires⁴⁶ travaillant sur le projet DiverseCity Counts de l'université Ryerson ont évalué la répartition démographique des dirigeants des médias torontois et ont constaté que les personnes non blanches n'occupaient que 3,2 % des postes décisionnels dans la presse écrite de Toronto.

⁴³ Token Effort <https://web.archive.org/web/20161112125021/http://rrj.ca/token-effort/>

⁴⁴ Token effort <https://rrj.ca/token-effort/>

⁴⁵ White newsrooms: history repeats itself <https://www.newcanadianmedia.ca/white-newsrooms-history-repeats-itself/>

⁴⁶ Diversity in Leadership and Media: A Multi-Perspective Analysis of the Greater Toronto Area, 2010 https://www.torontomu.ca/content/dam/diversity/academic/Diversity%20in%20Leadership%20and%20Media_2011.pdf

Les efforts déployés par les journalistes pour évaluer la répartition démographique des salles de presse au cours des années suivantes – en 2014⁴⁷, 2016⁴⁸ et 2017⁴⁹ – se sont heurtés à une réticence à coopérer, voire à une hostilité flagrante.

En 2019, les professeures de l'Université métropolitaine de Toronto (UMT), Asmaa Malik et Sonya Fatah, ont adopté une autre approche pour obtenir ces informations des salles de presse. Elles ont mis en place une étude visant à extraire un type d'information spécifique publié par les journaux : l'auto-identification des chroniqueurs.

Les chroniqueurs, qui influencent fortement l'opinion publique, remplissent souvent une fonction utile pour les médias d'entreprise, car ils peuvent exprimer des opinions personnelles, même offensantes, tout en permettant à leurs employeurs de maintenir une distance apparente par rapport à leurs points de vue. Cependant, les salles de presse gardent le contrôle sur ce qui est dit en limitant ou en surveillant étroitement l'éventail des opinions qu'elles autorisent.

C'est pourquoi la tentative de l'UMT de mesurer la composition démographique des chroniqueurs était particulièrement significative.

Les chercheurs de l'Université Métropolitaine de Toronto ont étudié 21 années de chroniques publiées dans trois des plus grands journaux canadiens, soit *le Globe and Mail*, *le Toronto Star* et *le National Post*. À l'aide de termes d'auto-identification trouvés dans les articles publiés par les chroniqueurs et dans leurs publications sur les réseaux sociaux, ils ont classé leur origine ethnique et leur genre selon les catégories du recensement.

Ils ont constaté⁵⁰ que non seulement la composition des chroniqueurs canadiens ne reflétait pas l'évolution démographique du Canada, mais qu'à mesure que la proportion de Blancs dans la population canadienne diminuait, la représentation des chroniqueurs blancs augmentait.

Leur étude n'examinait pas combien, parmi cette petite minorité de chroniqueurs non blancs, remettaient réellement en question le statu quo, mais elle suffisait à suggérer

⁴⁷ Surprised? Canadian newspaper columnists are mostly male, middle-aged
<https://j-source.ca/surprised-canadian-newspaper-columnists-are-mostly-male-middle-aged/>

⁴⁸ Are Canada's Newspapers Too White? Most Refused to Say <https://www.canadaland.com/are-canadas-newspapers-too-white-most-refused-say/>

⁴⁹ Updated columnist diversity survey shows representation has not improved since 2014
<https://j-source.ca/updated-columnist-diversity-survey-shows-representation-has-not-improved-since-2014/>

⁵⁰ Newsrooms not keeping up with changing demographics, study suggests
<https://torontomuresearch.com/newsrooms-not-keeping-up/>

que les médias canadiens détenus par des Blancs continuaient de renforcer des points de vue qui correspondaient aux intérêts des colons blancs.

« Il est impossible pour les salles de presse canadiennes de s'attaquer à un problème qu'elles ne peuvent pas voir », écrivaient Malik et Fatah à propos du secret qui entoure les données démographiques dans les salles de presse. Nous craignons que ce soit justement le but recherché par tous ceux qui refusent de coopérer. »

Dans ce contexte, le lancement de l'enquête annuelle sur les salles⁵¹ de presse par l'Association canadienne des journalistes (ACJ), rendue nécessaire par les événements de 2020, a été une bonne nouvelle.

« Il est grand temps que ces chiffres soient rendus publics dans notre secteur », a déclaré l'ACJ.

Les résultats de cette première enquête menée auprès de 209 salles de presse ont été publiés en 2021. Ils révèlent que « près de la moitié des salles de presse canadiennes emploient exclusivement des journalistes blancs ». Environ neuf salles de presse sur dix ne comptaient aucun journaliste latino-américain, moyen-oriental ou multiracial parmi leur personnel. Environ huit salles de presse sur dix ne comptaient aucun journaliste noir ou autochtone. En revanche, seulement 3 % des salles de presse ne comptaient aucun journaliste blanc parmi leur personnel.

L'ACJ a invité 636 salles de presse à participer à l'enquête. Selon un communiqué de l'ACJ, 15 ont refusé et 379 n'ont même pas répondu.

D'après certaines anecdotes, les raisons les plus fréquemment invoquées par les responsables des salles de presse pour expliquer cette faible représentation étaient la crise financière que traverse le secteur et les syndicats. Soit l'embauche était trop coûteuse, soit, dans leur comptabilité, les règles d'ancienneté des syndicats constituaient un obstacle au licenciement des employés plus âgés (blancs) et à l'embauche de jeunes. Pourtant, ni la période de prospérité passée ni les pratiques d'embauche actuelles n'ont changé les choses de manière substantielle.

Le dernier sondage, réalisé en 2024,⁵² a porté sur environ 5 806 journalistes de 270 salles de presse de la radio, de la télévision, des médias numériques et de la presse écrite au Canada. L'ACJ a publié une conclusion mitigée selon laquelle les médias d'information étaient « dans l'ensemble, assez représentatifs des communautés qu'ils

⁵¹ Canadian Newsroom Diversity Survey 2021 https://caj.ca/wp-content/uploads/diversity_survey_report-2.pdf

⁵² Sondage sur la diversité dans les salles de presse canadiennes 2024 https://caj.ca/wp-content/uploads/Diversity_Survey_Report_2024_FR.pdf

desservent ». Le sondage sur les origines raciales et ethniques a révélé qu'environ 77 % des journalistes se déclaraient blancs (contre environ 70 % de la population canadienne, selon le dernier recensement), un certain nombre de journalistes, soit 3,5 %, se déclaraient autochtones (contre 5 % de la population⁵³) et 19,5 % du personnel des salles de presse se déclaraient membres d'une minorité visible (contre un peu plus de 26 % de la population⁵⁴).

Il convient de noter que l'idée selon laquelle la composition d'une salle de presse devrait refléter proportionnellement l'ensemble de la population n'apparaît dans les discussions informelles que lorsqu'il s'agit d'inclure des personnes issues de groupes opprimés dans les salles de presse, lorsque certains veulent discuter des limites de la diversité. Elle n'apparaît pas dans les enquêtes et ne dérange pas les médias et les éditeurs lorsque les salles de presse sont disproportionnellement blanches.⁵⁵

La disparité est particulièrement flagrante dans les grands médias. Alors qu'une grande majorité de la population vit dans les centres urbains, où se trouvent les grandes salles de presse, cette population n'est pas nécessairement représentée parmi le personnel, et encore moins parmi les décideurs.

« Si, dans l'ensemble, il semble que la diversité ait légèrement diminué depuis le début du sondage (en 2021), les médias de petite et moyenne taille ont augmenté la proportion de journalistes non blancs dans leurs effectifs en 2024 », a déclaré la CAJ dans un communiqué. « Les médias disposant d'un personnel plus restreint avaient une proportion plus élevée de journalistes non blancs que les médias avec un personnel important. »

⁵³ Une mise à jour des écarts socioéconomiques entre les peuples autochtones et la population non autochtone au Canada : Points saillants du Recensement de 2021 <https://www.sac-isc.gc.ca/fra/1690909773300/1690909797208>

⁵⁴ Coup d'œil sur le Canada 2023 <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/12-581-x/2023001/sec2-fra.htm>

⁵⁵ Canadian media failing Diversity 101 and you are paying the price https://www.thestar.com/opinion/star-columnists/canadian-media-failing-diversity-101-and-you-are-paying-the-price/article_292d0493-075d-521e-803a-6b58e50e4d74.html

UNE DÉCENNIE DE TUMULTES, UNE ANNÉE D'ESPOIR

Les années 2010 ont marqué l'essor des médias sociaux en tant que plateforme alternative aux médias traditionnels. Ils ont permis aux défenseurs des groupes marginalisés de diffuser leurs points de vue dans le monde entier. Les médias traditionnels se sont retrouvés soumis à une surveillance sans précédent, et alors que des lecteurs sceptiques longtemps réprimés utilisaient les plateformes numériques pour critiquer (à tort ou à raison) le travail des médias grand public et même s'en moquer, les salles de presse ont progressivement perdu leur contrôle sur l'information.

En 2012 et 2013, les médias sociaux ont joué un rôle⁵⁶ crucial dans le lancement du mouvement « Idle No More » qui est devenu un cri de ralliement mondial, permettant au mouvement de relier les communautés urbaines et éloignées, de se mobiliser rapidement, de partager des informations et de sensibiliser le public aux questions autochtones.

Le mouvement a fait son apparition sur la scène publique à la fin de l'année 2012, en tant que réponse populaire au projet de loi fédéral canadien C-45, un projet de loi omnibus qui affaiblissait les mesures de protection de l'environnement des terres et des eaux⁵⁷.

Dans les années 2010, le journalisme citoyen a commencé à jouer un rôle essentiel en obligeant les médias traditionnels à prendre en compte des questions qu'ils avaient ignorées. Les vidéos montrant des violences policières, en particulier aux États-Unis, ont commencé à choquer les citoyens et les salles de presse, qui se sont mis à les partager et à les diffuser largement. Fidèles à leur habitude, les médias canadiens se sont concentrés sur l'horreur comme un spectacle américain, et auraient probablement continué à le faire sans l'intervention de militants noirs, notamment ceux du mouvement Black Lives Matter.⁵⁸

En 2016, les membres de la section torontoise de BLM ont organisé une manifestation assise (sit-in) très médiatisé de 30 minutes qui a interrompu le défilé de la Fierté de la ville, exigeant, entre autres, que les chars de la police soient interdits de participer aux

⁵⁶ Social media helps drive Idle No More movement https://www.thestar.com/news/canada/social-media-helps-drive-idle-no-more-movement/article_d173eefe-9b1e-5000-bdf8-163fef02a9b5.html

⁵⁷ How to Discredit a Social Movement: Cadrage négatif de « Idle No More » dans la presse écrite canadienne https://www.researchgate.net/publication/329628511_How_to_Discredit_a_Social_Movement_Negative_Framing_of_Idle_No_More_in_Canadian_Print_Media

⁵⁸ Black Lives Matter and the struggle for racial justice in Canada <https://humanrights.ca/story/black-lives-matter-and-struggle-racial-justice-canada>

futurs événements de la Fierté. Bien que cela ait suscité la consternation des experts des médias traditionnels, cela a fait progresser le discours social sur la justice raciale.

Pourtant, les médias n'ont pas su traiter de manière responsable les questions de racisme. Alors que les formes flagrantes de racisme étaient toujours aussi inacceptables socialement qu'au cours des décennies précédentes, lorsque des photos de Justin Trudeau grimé en noir (blackface), datant d'avant son accession au poste de premier ministre, ont été publiées pendant la campagne électorale de 2019, au lieu de simplement qualifier ses actes de racistes, les médias ont, malgré les excuses de Trudeau lui-même, largement présenté la question comme suit : Trudeau était-il raciste? Comme Trudeau, le visage peint en noir, se faisait passer pour Aladdin, un personnage de conte arabe, les médias ont utilisé le terme « brownface », qui est essentiellement un terme dénué de sens. La plupart des critiques à l'encontre de Trudeau provenaient de sources partisans sur les médias sociaux. Dans l'ensemble, les discussions en ligne ont considérablement diminué en l'espace de trois jours, selon une étude.⁵⁹

Parmi d'autres exemples : Un titre de *CBC/Radio-Canada* après la mort d'un Canadien d'origine somalienne ayant des problèmes de santé mentale après avoir été violemment arrêté par la police d'Ottawa en 2016, disait « Un homme meurt dans une altercation avec la police », occultant ainsi la violence policière et déshumanisant la victime, Abdirahman Abdi.

Les médias Postmedia ont publié une caricature raciste représentant des⁶⁰ Autochtones.

Un titre⁶¹ du *Globe and Mail* qui blâme la victime en proclamant que l'adolescente autochtone assassinée Tina Fontaine « avait de la drogue et de l'alcool dans [son] organisme lorsqu'elle a été tuée ».

Ce qui a changé au cours de cette décennie, c'est la réaction. Chacun de ces cas a été dénoncé publiquement, ce qui a parfois conduit à des changements et, dans le cas de la caricature, à des excuses.

⁵⁹ Fact checking, blackface and media <https://ppforum.ca/articles/ddp-research-memo-5/>

⁶⁰ 'This is over-the-top racism': 'Tonto' newspaper cartoon sparks outrage, apology https://www.thestar.com/news/canada/this-is-over-the-top-racism-tonto-newspaper-cartoon-sparks-outrage-apology/article_703452fb-0fc0-5033-b04b-3b5092acaa45.html

⁶¹ <https://www.facebook.com/takenthetheseries/posts/if-you-have-concerns-with-this-headline-and-its-relevance-to-the-murder-of-15-ye/1125329657604413/>

LE BILAN

Le premier bilan majeur des pratiques médiatiques a eu lieu en 2015 avec la publication du rapport final de la Commission de vérité et réconciliation (CVR). La Commission a été créée en 2008 à la suite du plus grand recours collectif de l'histoire du Canada, afin de traiter l'héritage des pensionnats indiens au Canada et de documenter les expériences des survivants avant, pendant et après leur séjour dans ces établissements. Son rapport final comprenait trois appels à l'action spécifiques à l'intention des médias : refléter les perspectives autochtones, intégrer l'histoire autochtone dans les écoles de journalisme et accroître la représentation autochtone dans les salles de presse.

Le deuxième choc s'est produit en 2020, à la suite du meurtre de George Floyd par la police américaine. Les répercussions de cet événement n'ont pas été déclenchées par le journalisme d'investigation des grands médias, mais par une journaliste citoyenne. C'est une adolescente du nom de Darnella Frazier qui a sorti son téléphone et a filmé la scène. (Elle a ensuite reçu un prix Pulitzer spécial)

Cela s'est produit pendant la pandémie de COVID, qui a frappé de plein fouet les sociétés du monde entier. Les premières couvertures médiatiques qui ont établi un lien entre la COVID et la Chine, en utilisant des termes tels que « virus chinois » et « virus de Wuhan », ont stigmatisé les communautés asiatiques au Canada, rappelant la sombre époque du « péril jaune » des siècles précédents. Cela a entraîné une explosion du racisme anti-asiatique⁶². Avant l'instauration des mesures de confinement et des restrictions de voyage pour l'ensemble de la population, les parents ont demandé que les étudiants revenant de Chine au Canada soient isolés, mais n'ont pas fait de demande similaire pour les étudiants revenant des États-Unis, du Royaume-Uni ou de la France, qui affichaient les taux de transmission les plus élevés vers le Canada⁶³.

Les quartiers chinois à travers le pays⁶⁴ ont vu leur activité chuter, ou des gens demandant la fermeture⁶⁵ des quartiers chinois.

Lorsque la couverture médiatique s'est concentrée sur les disparités raciales et économiques parmi les personnes touchées par le virus, de nombreux reportages ont

⁶² Surveys find more than 1,000 self-reported incidents of anti-Asian racism since start of pandemic: report <https://www.cbc.ca/news/canada/asian-racism-hate-canada-pandemic-1.5959788>

⁶³ L'épidémiologie de la COVID-19 de janvier à mars 2020

<https://www.canada.ca/en/public-health/services/reports-publications/canada-communicable-disease-report-ccdr/monthly-issue/2020-46/issue-7-8-july-2-2020/covid-19-epidemiology-january-march-2020.html>

⁶⁴ Stop the Potential spreading of the Novel coronavirus in schools of York Region, Ontario. <https://www.ipetitions.com/petition/stop-2019nCoV-spread-in-york-region-school>

⁶⁵ 'Chinatown is bleeding': Misguided COVID-19 fears hit Asian American businesses. <https://globalnews.ca/news/6563834/chinatown-restaurants-suffering-coronavirus>

omis de les replacer dans leur contexte,⁶⁶ à savoir les problèmes systémiques tels que la surpopulation dans les logements, la surreprésentation dans les emplois de première ligne ou les inégalités résultant de la privatisation des établissements de soins de longue durée et de leur sous-financement.

Comme pour les Sud-Asiatiques dans les années 1900, les médias ont une fois de plus minimisé les obstacles systémiques et structurels à l'égalité en reprenant dans les grandes lignes les discours des responsables publics, tels que « nous sommes tous dans le même bateau ».

Au milieu des vulnérabilités ainsi créées, et s'appuyant sur les années de militantisme des mouvements noirs et autochtones, la prise de conscience de 2020 a conduit à une explosion de journalistes noirs, autochtones et racialisés qui ont donné voix aux expériences de racisme longtemps refoulées dans les salles de presse canadiennes : être traités comme s'ils étaient tous identiques, voir leurs propositions d'articles valables rejetées, subir quotidiennement des microagressions et des humiliations qui restaient impunies, être ignorés pour des promotions méritées, être poussés vers la sortie.

De nombreux journalistes ont dénoncé publiquement⁶⁷ le fait que leurs responsables dans les salles de presse remettaient en cause leur professionnalisme en faisant des suppositions négatives sur leur capacité à rester neutres sur des questions qui touchaient leurs communautés, les jugeant trop proches d'un sujet. Les journalistes blancs, en revanche, étaient considérés comme des arbitres impartiaux, même sur des questions qui les concernaient. Si ces responsables ont exprimé leur sympathie aux journalistes couvrant la COVID, considérés comme « rapportant un incendie depuis l'intérieur », cette compréhension n'a souvent pas été étendue aux journalistes non blancs, et en particulier aux journalistes noirs, qui couvraient le racisme.

« Je ne comprenais pas à quel point il serait douloureux de passer une décennie sur le fil du rasoir, sachant que même si j'atteignais certains des objectifs ambitieux que je m'étais fixés à l'école, ils seraient anéantis par le poids du racisme anti-Noirs et d'un système qui n'a jamais été conçu pour nous permettre de *vraiment* réussir », a écrit Kathleen Newman-Bremang⁶⁸.

⁶⁶ Spin Doctors: How Media and Politicians Misdiagnosed the COVID-19 Pandemic, Nora Loreto

⁶⁷ Calls grow for news outlets reporting on systemic racism to address own failures
<https://toronto.citynews.ca/2020/07/08/calls-grow-for-news-outlets-reporting-on-systemic-racism-to-address-own-failures/>

⁶⁸ For Black Women In Media, A “Dream Job” Is A Myth <https://www.refinery29.com/en-ca/2020/07/9878117/systemic-racism-canadian-media>

La journaliste anishinabe/mohawk Kim Wheeler a déclaré sur les médias sociaux qu'elle avait quitté son emploi à CBC/RADIO-CANADA après qu'un responsable de la chaîne lui ait dit qu'elle ne deviendrait jamais productrice principale de l'émission sur laquelle elle travaillait.

La journaliste égypto-canadienne Pacinthe Mattar a rédigé un article novateur sur le mythe de « l'objectivité » en tant que valeur fondamentale du journalisme, en s'appuyant sur ses expériences à CBC/Radio-Canada. Elle a donné des exemples de normes différentielles, le « fardeau de la preuve supplémentaire, tant pour les journalistes que pour les sources, qui accompagne les reportages sur le racisme ».

Mattar écrit : « Il y a un manque de confiance envers les Noirs, les Autochtones et les autres personnes racisées dont nous sommes censés couvrir les histoires afin de refléter le monde dans lequel nous vivons. Ensuite, il y a la méfiance envers les journalistes noirs, autochtones et autres journalistes racialisés qui essaient de rapporter ces histoires. Notre professionnalisme est remis en question lorsque nous faisons des reportages sur les communautés dont nous sommes issus, et le spectre du militantisme nous suit d'une manière qui n'est pas le lot de beaucoup de nos collègues blancs. »⁶⁹

La Canadian Association of Black Journalists (CABJ) (Association canadienne des journalistes noirs) et les Canadian Journalists of Colour (Journalistes canadiens de couleur) ont publié un rapport⁷⁰ contenant sept appels à l'action demandant une meilleure représentation dans les salles de presse et une consultation accrue des communautés racisées.

D'autres journalistes, universitaires et militants sociaux ont dénoncé la couverture médiatique de la criminalité qui pathologise les communautés au lieu d'examiner comment les structures sociétales criminalisent certains comportements et créent les conditions propices à la criminalité. Ils ont souligné des études démontrant que les médias tendaient à disculper⁷¹ les auteurs présumés de crimes de masse lorsqu'ils étaient blancs, invoquant souvent la maladie mentale comme explication possible des crimes présumés, et ont relevé le double standard⁷² appliqué lorsque des personnes de

⁶⁹ Objectivity Is a Privilege Afforded to White Journalists <https://thewalrus.ca/objectivity-is-a-privilege-afforded-to-white-journalists/>

⁷⁰ Canadian Media Diversity: Calls to Action <https://j-source.ca/canadian-media-diversity-calls-to-action/>

⁷¹ Implicit bias within Canadian media often means providing excuses for white accused <https://theconversation.com/implicit-bias-within-canadian-media-often-means-providing-excuses-for-white-accused-162887>

⁷² 'Ultimate authority. Ultimate power.' What the Nova Scotia mass shooting tells us about toxic masculinity https://www.thestar.com/opinion/star-columnists/ultimate-authority-ultimate-power-what-the-nova-scotia-mass-shooting-tells-us-about-toxic-masculinity/article_e52111b0-a384-5e6a-b369-20cc6538dd25.html

couleur étaient accusées de crimes, qui étaient alors associées au terrorisme ou à des gangs.

Il n'existe pas de recherche exhaustive et évaluée par des pairs sur l'incidence de la CVR et de la prise de conscience de 2020. Le présent rapport s'appuie donc sur des reportages et des discussions officielles menées dans le cadre de panels sur le journalisme.

La CVR a fait prendre conscience à la collectivité canadienne de la nécessité de réparations, ce qui a eu une incidence sur certaines pratiques médiatiques, en particulier à CBC/Radio-Canada, dont l'unité autochtone produit désormais davantage de contenu mettant en avant les voix autochtones, et dans des programmes de journalisme tels que ceux de l'Université Métropolitaine de Toronto et de l'Université de la Colombie-Britannique, qui ont intégré l'histoire autochtone dans leurs cours afin de se conformer aux appels à l'action. Malgré cela, en 2019, lorsque le rapport d'enquête sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées a conclu que la tolérance du Canada à l'égard de la violence envers les femmes et les filles autochtones équivalait à un génocide continu, les médias ont rejeté cette qualification au motif qu'elle était excessivement légaliste, imprécise sur le plan linguistique ou « aliénante » pour la société en général.⁷³

En ce qui concerne l'augmentation de la représentation des Autochtones dans les salles de presse, celles-ci ont également échoué lamentablement, comme le montrent⁷⁴ les données ci-dessus.

Au cours de la prise de conscience de 2020, quelques salles de presse ont commencé à diversifier leurs sources⁷⁵ et à en assurer le suivi.

Les journalistes s'appuient généralement sur leurs propres réseaux pour trouver des personnes à contacter afin d'obtenir rapidement une citation. Pour les aider à élargir leur Rolodex, une initiative intéressante appelée Femmes Expertes⁷⁶ a publié une base de données mise à jour et pratique de divers experts que les journalistes peuvent utiliser comme sources. La campagne #DiversityYourSources a bénéficié d'une grande publicité lors de son lancement en 2021. Le site est toujours en cours de mise à jour. Cependant, lorsque l'on s'entretient avec des journalistes aujourd'hui, il semble que

⁷³ Jesse Wenté sur l'odieuse défense du génocide par les médias grand public
<https://nowtoronto.com/news/jesse-wente-missing-and-murdered-indigenous-canada/>

⁷⁴ Sondage sur la diversité dans les salles de presse canadiennes 2024 https://caj.ca/wp-content/uploads/Diversity_Survey_Report_2024_FR.pdf

⁷⁵ Normalizing diversity in newsrooms is how we'll tackle racial equity in the media
<https://policyoptions.irpp.org/magazines/february-2021/normalizing-diversity-in-newsrooms-is-how-well-tackle-equity-in-the-media/>

⁷⁶ <https://femmesexpertes.ca>

beaucoup soient retombés dans leurs anciennes habitudes, consistant à s'appuyer sur des réseaux déjà établis et à se fier au bouche-à-oreille ou à une personne à laquelle une autre organisation a déjà fait appel. Parfois, les normes sont trop ancrées et nécessitent un engagement sans faille de la part des dirigeants pour être modifiées. À part CBC/Radio-Canada, il est difficile de savoir combien d'agences poursuivent leurs efforts.

Un changement issu de ces réflexions persiste toutefois : le racisme n'est plus principalement présenté comme un problème américain, et le contexte canadien est davantage pris en compte. Certaines salles de presse continuent également de s'éloigner des stéréotypes – comme le fait de ne parler des communautés noires que dans le contexte de la criminalité – pour adopter une approche plus nuancée.

Cependant, alors qu'un certain nombre de médias américains, tels que le Los Angeles Times, le Kansas City Star et le Philadelphia Inquirer, ont publié des enquêtes rétrospectives sur leur propre racisme historique et se sont engagés à changer, les publications canadiennes ont hésité à se plonger dans leurs archives. Si le Canadian Geographic a examiné ses archives dans un exercice d'autoréflexion en 2018, en réponse à un bilan similaire publié la même année par le National Geographic, il y a peu de signes d'une remise en question publique approfondie au-delà de critiques fragmentaires, alors même que les médias se sont engagés dans un discours d'« écoute et d'apprentissage ».

LE « COMMENT » DE LA COUVERTURE MÉDIATIQUE ET LES PERSPECTIVES « DE QUI »

Si les journalistes n'ont pas fait mieux dans le passé parce qu'ils ne savaient pas comment agir autrement, et si la prise de conscience de 2020 n'a pas conduit à une refonte urgente des pratiques d'embauche, cela a-t-il au moins eu une incidence sur les normes de couverture médiatique? Les médias canadiens contemporains respectent-ils les valeurs qu'ils ont énoncées, à savoir l'exactitude, l'équité, la fiabilité et l'indépendance dans leur couverture de toutes les communautés? Sont-ils disposés à corriger ce que les hauts dirigeants appellent communément des « angles morts » – des erreurs dues à l'ignorance plutôt qu'à la mauvaise intention – en matière d'oppression coloniale et raciale?

En mai 2021, une lettre ouverte⁷⁷ aux salles de presse canadiennes, rédigée par des journalistes et signée par plus de 2 000 personnes, a circulé en ligne.

⁷⁷ An open letter to Canadian newsrooms on covering Israel-Palestine
https://docs.google.com/document/d/1tp0pdwR_s_a1dJ27SpiovvwPckApr6awlzRfeVgCD0A/edit?tab=t.0

« Au cours de l'année écoulée, les médias canadiens ont pris en compte et reconnu le manque de diversité et de nuance dans leur couverture des questions relatives aux droits de la personne... Pourquoi les Palestiniens ne devraient-ils pas bénéficier de la même nuance? », ont-ils demandé, dans le contexte de la crise israélo-palestinienne de 2021, déclenchée en partie par l'expulsion imminente de 300 Palestiniens du quartier de Sheikh Jarrah, à Jérusalem-Est, pour faire place à des colons juifs. Leur note, qui faisait référence à la censure et à la surveillance stricte des journalistes présentant des reportages sur cette région, ainsi qu'à la couverture partielle qui minimisait la violence israélienne et l'occupation, posait la question suivante : une couverture équitable et équilibrée qui inclut le contexte historique et social. De nombreux journalistes ont subi des répercussions⁷⁸ pour avoir signé cette note.

La dernière crise dans la région depuis 2023 offre un baromètre tout fait pour évaluer la sincérité des médias quant aux valeurs qu'ils professent.

Les médias sociaux, qui font désormais partie intégrante, bien que toxique, du discours public, ont permis de diffuser en direct à des millions de Canadiens le massacre à grande échelle des Palestiniens à Gaza par Israël, les exposant à un écart considérable entre ce qu'ils voyaient de leurs propres yeux et la manière dont les médias traditionnels le présentaient.

En général, les principales informations décrivaient les politiques israéliennes comme de l'apartheid ou du génocide. Au moment de la rédaction de ce rapport, après 19 mois de violence incessante d'Israël à Gaza, on continue de trouver des exemples de titres qui évitent de blâmer Israël pour ses atrocités, d'articles qui favorisent de manière disproportionnée le récit israélien et d'une couverture qui atténue les critiques des organisations internationales.

Dans le même temps, des médias indépendants ont mené des enquêtes accablantes sur la couverture médiatique traditionnelle.

En décembre 2023, par exemple, *The Breach* a constaté que l'émission phare de CBC/Radio-Canada, *The National*, donnait davantage la parole aux Israéliens qu'aux Palestiniens, alors même que le nombre de victimes palestiniennes augmentait. De plus, le responsable des normes journalistiques a justifié⁷⁹ l'utilisation d'un langage émotionnel différencié pour décrire les meurtres, non pas en fonction de l'ampleur des

⁷⁸ CBC Journalists Told They Can't Cover Israel-Palestine After Demanding Fairer Coverage <https://www.vice.com/en/article/CBC/Radio-Canada-journalists-told-they-cant-cover-israel-palestine-after-demanding-fairer-coverage/>

⁷⁹ CBC says killing of Palestinians doesn't merit terms 'murderous,' 'brutal' <https://breachmedia.ca/cbc-palestinian-deaths-dont-merit-murderous-vicious-israel/>

atrocités, mais en fonction de la proximité physique des agresseurs avec leurs victimes. Dans cette optique, des mots tels que « meurtrier », « vicieux », « brutal », « massacre » et « carnage » ont été utilisés pour qualifier l'attaque du Hamas au cours de laquelle 1 200 Israéliens et ressortissants étrangers ont été tués, tandis que des mots tels que « intense », « implacable » et « punitif » ont été jugés appropriés pour décrire les bombardements israéliens qui avaient alors fait plus de 20 000 morts parmi les Palestiniens.

Il a constaté que CTV avait interdit⁸⁰ l'utilisation du mot « Palestine », supprimé des reportages critiques sur Israël et que son journal télévisé National News (le plus regardé au Canada) avait donné plus la parole aux Israéliens (62 %) par rapport aux Palestiniens au cours du mois qui a suivi le 7 octobre 2023. Environ 41 % des locuteurs palestiniens n'ont pas été identifiés par leur nom, alors que les locuteurs israéliens l'ont presque toujours été.

Il convient de noter qu'un lanceur d'alerte de *CBC/Radio-Canada* a décrit un racisme anti-palestinien profondément enraciné au sein de la salle de presse, faisant référence à l'annulation d'invités palestiniens et à un double standard dans l'examen des sources.⁸¹

Une analyse⁸² de 365 chroniques d'opinion publiées en 2024 par le *Toronto Star*, le *Globe and Mail* et le *National Post* a révélé que, plutôt que de jouer un rôle constructif, « les arguments humanitaires – tels que le raisonnement selon lequel personne ne devrait être tué, quelle que soit sa position politique – ne représentaient qu'une petite fraction des articles publiés dans les trois journaux ». Elle a également constaté que les chroniqueurs professionnels étaient moins enclins que les auteurs de pages d'opinion à appeler à la paix, au cessez-le-feu, à la réconciliation, à l'échange d'otages et de prisonniers ou à la tolérance.

Israël interdit aux journalistes internationaux d'entrer à Gaza, sauf dans le cadre d'expéditions contrôlées, mais au lieu de combler le vide informationnel grâce au travail des journalistes palestiniens et des journalistes citoyens qui rendent compte de la situation sur le terrain, les médias canadiens les ont généralement ignorés, à l'exception de *CBC/Radio-Canada*⁸³ qui a collaboré avec un vidéaste indépendant à Gaza.

⁸⁰ CTV forbids use of 'Palestine,' suppresses critical stories about Israel <https://breachmedia.ca/ctv-bell-media-forbids-palestine-suppresses-criticism-israel/>

⁸¹ CBC has whitewashed Israel's crimes in Gaza. I saw it firsthand <https://breachmedia.ca/author/molly-schumann/>

⁸² Canadian media need to more carefully consider op-eds on the Mideast <https://policyoptions.irpp.org/magazines/march-2025/news-opinion/>

⁸³ <https://www.CBC/Radio-Canada.ca/news/world/author/yasmine-hassan-1.4736637>

Au milieu de la famine et des déplacements de population, les journalistes de Gaza ont couvert une dévastation qui ne peut être décrite par des mots, leurs vestes de presse servant souvent de cibles pour l'armée israélienne. Selon le Comité pour la protection des journalistes, 172 journalistes et professionnels des médias palestiniens ont été tués depuis le 7 octobre 2023, dont plus d'une douzaine auraient été délibérément pris pour cible par Israël, en plus des 96 journalistes blessés et des 86 arrestations signalées.⁸⁴ Israël accuse souvent ces journalistes d'avoir des liens avec le terrorisme, souvent sans preuves, selon le CPJ.

Plus de journalistes et de professionnels des médias ont été tués à Gaza que pendant les deux guerres mondiales, et les guerres du Vietnam, de la Yougoslavie et de l'Afghanistan réunies⁸⁵.

Cependant, les organisations de presse et de journalisme qui avaient exprimé publiquement leur indignation face au meurtre de 16 journalistes⁸⁶ par la Russie en Ukraine sont restées silencieuses. Au contraire, les salles de presse ont averti⁸⁷ les journalistes nationaux de ne plus signer de pétitions en soutien à leurs collègues palestiniens, affirmant que cela nuirait à la réputation d'impartialité et d'objectivité de leur organisation.

Lorsque quatre journalistes canadiens ont organisé une veillée⁸⁸ au début de l'année 2024 en hommage à tous les reporters tués depuis le 7 octobre, aucun responsable des salles de presse n'y a assisté, bien qu'ils aient été invités. En mai 2025, malgré la mort de journalistes palestiniens, un animateur de CBC/Radio-Canada a semblé discréditer leur professionnalisme dans l'émission Metro Morning en déclarant qu'il était difficile d'évaluer l'ampleur de la crise humanitaire car « il y a très peu de journalistes indépendants à Gaza ».⁸⁹

⁸⁴ Palestinian journalists since start of Israel-Gaza war
<https://cpj.org/2025/02/arrests-of-palestinian-journalists-since-start-of-israel-gaza-war/>

⁸⁵ The Watson Institute for International and Public Affairs' Costs of War project.
<https://watson.brown.edu/costsofwar/papers/2025/Journalists>

⁸⁶ 16 journalists killed in Ukraine
https://cpj.org/data/killed/all/?status=Killed&motiveConfirmed%5B%5D=Confirmed&type%5B%5D=Journalist&cc_fips%5B%5D=UP&start_year=2022&end_year=2025&group_by=year

⁸⁷ As a journalist, I'm crushed by my industry's silence on our Gaza colleagues
https://www.thestar.com/opinion/star-columnists/as-a-journalist-i-m-crushed-by-my-industry-s-silence-on-our-gaza-colleagues/article_d8944128-afcf-11ee-93fc-ff6cec20f50a.html

⁸⁸ A vigil held in honour of our fallen colleagues <https://reviewofjournalism.ca/journalists-for-journalists/#:~:text=The%20vigil%2C%20co%2Dorganized%20by,Creative%20School%20on%20February%202021>

⁸⁹ CBC airs pitiful interview with former ambassador to Israel
https://www.cjpmemap.ca/alert_2025_05_06_cbc_news

Des personnalités israéliennes et leurs partisans au Canada ont qualifié les Palestiniens et leurs partisans de « sauvages », de « ténèbres » ou de terroristes en toute impunité. Cependant, les médias continuent de se montrer méfiants envers les journalistes non blancs qui défendent la cause palestinienne. Les journalistes qui s'expriment ouvertement, dont une grande majorité sont non blancs, ont souvent été sanctionnés : licenciés, écartés des sujets d'actualité ou soumis à d'autres mesures disciplinaires. Beaucoup ont été accusés de nuire à la réputation de leur entreprise ou injustement accusés d'antisémitisme. L'influence des groupes de pression pro-israéliens et la pression qu'ils exercent sur les dirigeants des médias ne peuvent être ignorées.

Le discours officiel relayé par les médias a également présenté les manifestations incessantes et les manifestants contre Israël comme barbares, sympathisants du terrorisme et antisémites.

Le déséquilibre asymétrique de pouvoir entre Israël et la Palestine a été pratiquement occulté. Le matériel de propagande comme l'affirmation selon laquelle le Hamas aurait décapité 40 bébés, a trouvé un public réceptif. Dans le même temps, les témoignages oculaires de médecins internationaux sur le terrain, qui ont vu des drones et des quadricoptères abattre un à un des enfants palestiniens, les images grotesques de parents ramassant les morceaux du corps de leurs enfants dans des sacs en plastique, d'enfants rassemblant les corps de leurs parents, les yeux glacés et sans vie d'un enfant mort et de nouveau-nés sous respirateurs artificiels laissés pour morts, ont été absents – ou en tout cas n'ont pas été mis en avant – des journaux quotidiens ou des médias audiovisuels canadiens. Apparemment, ces événements n'ont pas suscité suffisamment d'indignation.

Une telle couverture médiatique suggère que, malgré des changements notables visant à améliorer les relations avec les peuples autochtones au pays, les médias canadiens dévoilent leur jeu en matière de politique étrangère, renonçant à leur indépendance durement acquise pour se rallier à la position du gouvernement. Ils réaffirment ainsi leur attachement aux idéologies de domination qui ont donné naissance au Canada à travers les mécanismes de la colonisation, du déplacement forcé, du pillage et du racisme.

CONCLUSION

Les reportages médiatiques ont parfois été décrits comme « un cadrage des événements à l'aide de séries de faits réels ».⁹⁰ Le présent rapport montre que, même si chaque article peut être défendable individuellement, les organisations médiatiques se déchargent de l'examen de l'incidence globale de leur travail, laissant cette tâche à des agents extérieurs tels que des universitaires ou des chercheurs, dont les conclusions ont rarement des répercussions sur les politiques quotidiennes des salles de presse. Cela signifie qu'un reportage isolé ne peut pas refléter la réalité dans son ensemble, mais que l'ensemble des reportages permet de dégager certaines tendances dans le fonctionnement des médias.

MÉCANISMES DE L'OPPRESSION

En établissant un lien entre les médias canadiens et leur histoire, on constate que certains mécanismes permettent aux médias grand public de renforcer l'oppression fondée sur l'identité :

- Les médias minimisent traditionnellement les oppressions structurelles dans leurs reportages. L'asymétrie des pouvoirs entre les groupes marginalisés et les groupes dominants reste occultée.
- Le cadrage médiatique associe souvent les personnes d'origine non européenne à la criminalité, à la déviance et à la menace d'invasion.
- Les médias contrôlent étroitement l'éventail des débats et des opinions acceptables, privilégiant historiquement le confort du public blanc plutôt que la vérité.
- Les désaccords entre les médias libéraux et conservateurs ne remettent pas en cause les hypothèses sous-jacentes communes concernant la supériorité occidentale sur les personnes non blanches.
- Les médias continuent d'exclure ou de ne pas prendre au sérieux les journalistes et les sources qui ne sont pas blanches, qui ne sont pas considérées comme des experts impartiaux sur toute une série de sujets, y compris leur propre situation.
- Cela démontre un manque d'attention persistant envers les questions qui préoccupent profondément d'autres communautés et, en même temps,

⁹⁰ https://central.bac-lac.gc.ca/.item?id=TC-QMG-8032&op=pdf&app=Library&is_thesis=1&oclc_number=1033220592

- Cela illustre le « phénomène⁹¹ du projecteur » : une attention intense et brève accordée aux histoires sensationnelles liées à des crises touchant les communautés autochtones, suivie d'une négligence indéfinie.
- Ils s'alignent souvent sur l'État en matière de lois et de politiques préjudiciables aux populations marginalisées et rejettent ou discréditent la défense de la justice sociale et raciale.
- Les responsables des salles de presse examinent de manière excessive et traitent avec suspicion les motivations de « l'autre », qui sont considérées comme une menace pour les intérêts canadiens ou occidentaux.
- Ils traitent les questions relatives aux droits de la personne comme des controverses politiques et utilisent les notions d'objectivité ou de neutralité comme armes pour restreindre la liberté d'expression des journalistes marginalisés.

RÉPERCUSSIONS DE L'EXCLUSION

- Les médias qui ignorent et effacent les voix et les points de vue des groupes non dominants brisent la confiance d'une grande partie de la population. La confiance est un indicateur clé de la santé démocratique.
- Une représentation inadéquate et discriminatoire étouffe la liberté de la presse et la liberté d'expression, qui sont toutes deux des libertés civiles fondamentales.
- Le fait de ne pas inclure et contextualiser différents points de vue crée un vide informationnel qui favorise la propagation de la désinformation et de la mésinformation.
- Une industrie de l'information qui suit aveuglément les positions du gouvernement sur les questions de politique étrangère soulève de graves préoccupations quant aux préjugés impérialistes, à l'autocensure et à la véritable indépendance des médias.
- En ne diversifiant pas leur conception de ce qui constitue le Canada, les médias échouent dans leurs objectifs d'édification nationale et polarisent une population déjà divisée.
- La faible représentation crée une charge de travail invisible pour les journalistes qui défendent l'égalité et l'équité, ce qui a des répercussions psychologiques pouvant mener à l'épuisement professionnel, au départ forcé et pire encore.

La société est désormais entrée dans l'ère de la « post-vérité ». La post-vérité désigne le phénomène sociopolitique consistant à ignorer de manière flagrante les preuves factuelles dans des affirmations généralement acceptées publiquement comme des

⁹¹ What the Canadian Public is Being Told about the more than 1200 Missing & Murdered Indigenous Women and First Nations Issues: A Content and Context Analysis of Major Mainstream Canadian Media, 2014-2015 <https://danieldrache.com/wp-content/uploads/2020/02/SSRN-id2758140.pdf>

faits. Cela a entraîné une multiplication des chambres d'écho, ou bulles d'information, dont les membres, qui partagent les mêmes opinions, rejettent celles qui ne leur conviennent pas, y compris celles des secteurs spécialisés dans la recherche de faits, tels que les communautés médicales et scientifiques, le milieu universitaire et les médias.

Les chambres d'écho sont par définition l'antithèse du bon journalisme, dont l'un des principes fondamentaux consiste à trier et à séparer les faits vérifiables des rumeurs et des intentions, et à rechercher la vérité afin de demander des comptes aux détenteurs du pouvoir. Malgré quelques exceptions notables, la représentation systématiquement et obstinément inadéquate, erronée, voire malveillante des personnes marginalisées par les médias, leur réticence à diversifier leurs rangs et leur incapacité à considérer comme crédibles les sources et les journalistes issus de milieux marginalisés sont révélatrices des caractéristiques dangereuses des chambres d'écho. Le manque de représentation se traduit par un manque de contrepoids dans la couverture médiatique, entrave la liberté d'expression et, en fin de compte, va à l'encontre des intérêts mêmes de l'industrie.

Dans l'ensemble, bien qu'il y ait eu quelques changements, le présent rapport conclut que les médias canadiens n'ont pas réussi à se réformer de manière significative sur le plan structurel. Il constate que bien que le rôle moderne des médias soit de demander des comptes au gouvernement, aux institutions sociales et aux détenteurs du pouvoir, lorsqu'il s'agit de questions systémiques telles que les injustices raciales, ils ont largement aidé et influencé les politiques qui nuisent aux personnes qu'ils qualifient d'« autres ».

Les salles de presse ont encore du mal à intégrer des voix diverses et perdent rapidement la confiance du public à divers endroits du spectre idéologique. Pour préserver la confiance, il faut des médias capables de défendre leurs principes et de protéger vigoureusement la vérité et les droits de la personne. Si les journalistes d'aujourd'hui sont mieux informés que ceux d'autrefois, mais qu'ils n'agissent pas mieux malgré cette accumulation de connaissances, leurs actions mènent à une seule conclusion logique : Ils ne leur *importe* pas de faire mieux.

Le présent rapport conclut donc que les médias canadiens dans leur ensemble sont indifférents au racisme et aux préjugés qu'ils causent aux populations marginalisées. Les recommandations d'amélioration sont donc inutiles, à moins que les dirigeants des salles de presse ne décolonisent d'abord leur esprit, fassent leur introspection et décident s'ils veulent vraiment que les pratiques des salles de presse changent et s'ils ont la volonté et le courage d'agir en conséquence.